

Bush est à l'heure des dernières grandes décisions

WASHINGTON (AFP) - Le président sortant George W. Bush a un peu plus de deux mois pour lancer une réforme du système financier mondial, régler les conditions de la présence militaire américaine en Irak et, qui sait, capturer Oussama Ben Laden.



© AtlasVista
Le président George W. Bush devant le bureau ovale le 5 novembre 2008 (© AFP/Getty Images - Brendan Hoffman)

Dans un contexte difficile comme rarement au moment de la transition présidentielle, M. Bush doit depuis mardi soir compter avec une complication supplémentaire: l'élection de Barack Obama à la présidence.

L'impopulaire M. Bush a rompu mercredi le silence observé dans les derniers jours de la campagne. Mais il n'a donné aucun signe de vouloir renoncer à la moindre de ses prérogatives, ne serait-ce qu'un seul des 76 jours qui lui restaient avant de quitter la Maison Blanche le 20 janvier à 12H00.

"Il y a encore des choses importantes à faire dans les mois qui viennent, et je continuerai à conduire les affaires aussi longtemps que je serai en poste", a-t-il dit, promettant quand même de tenir son successeur "complètement informé" des décisions qu'il prendrait.

"Il a toujours dit qu'il sprinterait jusqu'à la ligne d'arrivée, et il tient parole", a dit sa porte-parole Dana Perino.

La question est de savoir si et comment M. Bush prendra en compte la réalité Obama à l'heure des dernières décisions de ses huit années de présidence.

Washington est censé soumettre ces jours-ci sa réponse formelle à de nouvelles demandes de Bagdad sur les conditions de la présence militaire américaine en Irak après le 31 décembre.

Washington et Bagdad ont a priori jusqu'à fin 2008 pour s'entendre. En l'état actuel de leurs négociations, les soldats américains auraient quitté l'Irak fin 2011. Même si M. Bush se fait violence et se résigne à une telle échéance, celle-ci est plus lointaine que celle de M. Obama, qui a promis un retrait en 16 mois des troupes de combat.

M. Bush a aussi, sur le feu et sur les bras, une révision de la stratégie afghane et une crise financière.

Certains partenaires de M. Bush réclament dès à présent des mesures tangibles pour réformer un système financier qui a failli. L'administration Bush refuse de s'engager à ce que le grand sommet international qui aura lieu le 15 novembre à Washington produise de tels résultats. Si elle envisage ce sommet comme le premier d'une série, elle ne paraît même pas sûre, au moins publiquement, que le suivant, quand on entrerait dans le concret, aura lieu sous M. Bush.

Face à l'une des causes initiales de la tourmente financière, le gouvernement en place a encore quelques semaines pour ficeler un plan de plusieurs dizaines de milliards de dollars et pour venir en aide à des millions de propriétaires menacés de saisie de leur maison.

M. Bush est aussi soumis à la pression de ses adversaires démocrates qui réclament un deuxième plan de relance de l'économie, avant même la fin de l'actuelle présidence.

Le gouvernement de M. Bush a jusqu'alors montré sa réticence. Il dit que ce qui ferait du bien à l'économie, ce serait que le Congrès ratifie les trois accords de libre échange conclus entre l'administration américaine et les gouvernements de Colombie, du Panama et de la Corée du Sud.

La ratification de ces accords est la principale attente de M. Bush quand ou si le Congrès siège à nouveau après la présidentielle, dit la porte-parole Dana Perino.

La non-ratification se rangerait au côté des tâches inachevées de M. Bush, de la guerre en Irak à un accord sur la lutte contre le réchauffement climatique.

Et l'inspirateur des attentats qui ont changé le cours de la présidence Bush est toujours en fuite.

L'administration Bush poursuivra la traque jusqu'au bout avant de la laisser à ses successeurs: "C'est tous les jours que nous essayons de capturer Oussama Ben Laden et de le faire juger", dit Mme Perino.